

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1994/92
22 décembre 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 18 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITES NATIONALES,
ETHNIQUES, RELIGIEUSES ET LINGUISTIQUES

Note verbale datée du 14 décembre 1993, adressée au Directeur général
de l'Office des Nations Unies à Genève par le représentant
de la République fédérative de Yougoslavie auprès
de l'Office des Nations Unies à Genève

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-après le rapport établi par le Ministère fédéral des droits de l'homme et des minorités, intitulé "La situation de la minorité serbe et monténégrine en Albanie", en vous priant de bien vouloir le transmettre au Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme afin qu'il soit distribué comme document officiel de la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme - qui doit avoir lieu à Genève du 31 janvier au 11 mars 1994 - au titre du point 18 : Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques.

(Signé) L'Ambassadeur
Vladimir Pavicevic

LA SITUATION DE LA MINORITE SERBE ET MONTENEGRINE EN ALBANIE

Il est très difficile de dire quoi que ce soit de précis sur la situation des Serbes et des Monténégrins en Albanie, car on ne dispose toujours pas de données fiables sur tous les aspects de leur existence dans cet Etat voisin. Ce manque d'information est dû à plusieurs facteurs : l'isolement volontaire prolongé de l'Albanie par rapport au reste du monde; la politique de ce pays à l'égard des minorités nationales; et aussi le fait que les autorités yougoslaves se sont insuffisamment préoccupées de ce problème.

La présence de Serbes et de Monténégrins sur le territoire albanais remonte au XI^e siècle. Plus précisément, Skadar, avec la partie septentrionale de l'Albanie d'aujourd'hui, fit partie de l'Etat médiéval serbe à partir du XI^e siècle jusqu'à l'établissement de la suzeraineté des Turcs en 1479. L'ancien Etat féodal serbe de Dioclée, c'est-à-dire Zeta, englobait certaines régions de l'Albanie septentrionale d'aujourd'hui, Skadar devenant la capitale des Serbes de Zeta à partir de 1043. Après la chute de l'Empire turc en 1913, l'armée monténégrine libéra Skadar, mais lors de la Conférence de Londres, tenue la même année, la ville fut donnée à l'Albanie, attribution confirmée en 1919 par le Traité de paix de Versailles.

Les chiffres concernant le nombre des Serbes et Monténégrins d'Albanie ne sont pas fiables, mais on estime ce nombre à 40 000 environ sur une population de 3,3 millions. Or, selon l'Albanie officielle, le dernier recensement (1989) aurait établi la présence de 100 (cent !) personnes d'origine slave. Même cela peut être considéré comme une avancée dans la politique de l'Albanie à l'égard des minorités, puisque auparavant ce pays niait jusqu'à l'existence d'une quelconque minorité serbe et monténégrine.

Pendant toute la période de l'après-guerre, les membres de la minorité serbe et monténégrine ont été constamment soumis à des mesures d'assimilation, de dénationalisation et de déplacement, et ont été complètement privés de toute possibilité d'exprimer leur identité nationale, ethnique ou culturelle. L'usage de la langue serbe dans la vie courante était interdit. Il était aussi prohibé de suivre les programmes radiophoniques ou télévisuels yougoslaves, de recevoir des journaux ou des livres de Yougoslavie, d'échanger des visites, etc. Quiconque était accusé de parler serbe ou d'exprimer son identité nationale de quelque manière que ce fût allait en prison pour de nombreuses années.

En vertu du décret de 1975 relatif à la modification des patronymes, des citoyens ont été obligés de changer de nom s'il y avait contravention aux principes "politiques, éthiques et idéologiques". Ils étaient contraints de choisir exclusivement l'un des 3 000 noms albanais publiés dans un registre des noms nationaux autorisés. On voulait ainsi porter le dernier coup à une minorité d'origine slave et hellénique presque totalement assimilée. Les membres des minorités nationales se sont vus contraints de changer de nom et de prénoms; ainsi, des patronymes albanais courants ont remplacé de nombreux noms serbes et monténégrins. Sur les nouvelles cartes d'identité, c'était la nationalité Shquiptar qui était mentionnée. Les Serbes et Monténégrins s'ingénierent à défier cette forme de dénationalisation forcée : ils adoptèrent des noms correspondant en fait aux surnoms de leurs ancêtres ou des noms toponymiques et refusèrent pendant toute une année de donner

des noms à leurs enfants plutôt que d'adopter des appellations serbes, et ils leur enseignèrent en secret la langue et les coutumes serbes.

Pour effacer tous les vestiges non albanais, les autorités avaient décrété en 1966 de changer les noms des localités où vivaient des minorités. Le décret de 1975 ordonnant la modification des noms géographiques à contenu religieux a lui aussi servi d'instrument à la politique nationaliste du Gouvernement albanais, car il était appliqué de façon sélective, principalement en vue de modifier les noms d'origine chrétienne.

Tous les citoyens albanais étaient privés de la liberté de religion, mais l'interdiction frappant les religions qui a été introduite par le décret de 1967 et qui a été ultérieurement confirmée par la Constitution a particulièrement touché les minorités, lesquelles se sont ainsi retrouvées privées de leur dernier bastion spirituel et culturel. Dans ces régions, pour le peuple serbe, l'Eglise jouait un rôle tout particulier dans tous les aspects de leur vie spirituelle; ainsi, l'interdiction de la religion procédait d'une politique délibérée d'assimilation forcée des Serbes et des Monténégrins en Albanie. Des églises orthodoxes ont été rasées ou affectées à d'autres usages (certaines sont devenues des entrepôts), des objets religieux ont été pillés ou détruits, des prêtres ont été persécutés, arrêtés, ou même tués. Les croyants furent éloignés de leur foi, contraints d'oublier leurs anciennes coutumes religieuses, telles que la célébration des fêtes chrétiennes, celle de leur Saint-Patron, du baptême, du mariage et des funérailles selon le rite religieux. De plus, en 1930 fut constituée une église orthodoxe autocéphale, ce qui eut pour effet d'empêcher tout contact direct des orthodoxes avec l'Eglise de leur patrie et d'affaiblir un peu plus les liens spirituels et culturels qui existaient avec le pays d'origine.

Nous rappelons ici quelques-unes des mesures officielles qui, certes, limitent l'exercice des droits de l'homme fondamentaux dans le cas de tous les citoyens albanais, mais qui se sont avérées particulièrement préjudiciables aux minorités : la possibilité d'engager des poursuites administratives (sans accusation formelle) contre des particuliers ou des familles considérés comme mettant en péril le système d'Etat; l'obligation faite aux citoyens d'accepter les emplois là où il en existe; la confiscation, dans la région de Vraca, de terres fertiles qui appartenaient à des Monténégrins et qui ont été attribuées à des familles albanaises des régions montagneuses, etc.

Dotée d'un système politique totalitaire, l'Albanie a réussi à préserver son existence nationale monolithique en violant en permanence son propre régime juridique et constitutionnel (c'est ainsi que le décret relatif à la modification des patronymes et des appellations topographiques enfreint l'article 54 du Code pénal, qui punit toute violation des droits collectifs des membres des minorités nationales), ainsi qu'en bafouant le droit international (le décret d'interdiction des religions contrevient à la Charte des Nations Unies).

Par la Constitution de 1976, l'Albanie a reconnu en termes formels et juridiques ses minorités nationales. Les amendements constitutionnels du 31 mars 1993 traitent de la situation et des droits des minorités nationales sous le titre "Liberté et droits de l'homme fondamentaux". Aux membres des minorités nationales sont garantis le droit de "s'exprimer librement,

de conserver et de promouvoir leur identité ethnique, culturelle, religieuse et linguistique et de recevoir une instruction dans leur langue maternelle", ainsi que le droit de s'associer en vue de "sauvegarder leurs intérêts et leur identité". Cependant, ces garanties prévues par la Constitution restent de principe, et n'ont jamais fait l'objet d'un règlement d'application concret.

Dans la pratique, la langue serbe n'est officiellement employée à l'heure actuelle dans aucune des communes où vivent des personnes appartenant à notre minorité. Il n'existe aucun organe d'information en langue serbe (presse, radio ou télévision). Dans aucun établissement on ne fait de cours dans cette langue. Il y a lieu de signaler à cet égard que les Serbes avaient autrefois l'une des plus anciennes écoles des Balkans, située sur le territoire de l'Albanie actuelle. Cette école, créée en 1828 à Skadar, a été supprimée en 1933 et, à ce jour, les membres de la minorité slave d'Albanie n'ont jamais pu suivre un enseignement dans leur langue maternelle.

On a noté en Albanie, au cours des deux dernières années, des signes de démocratisation du régime politique. Certaines restrictions religieuses ont été abolies, ce qui devrait permettre à l'Eglise orthodoxe de retrouver son rôle dans tous les domaines de la vie spirituelle des Serbes du pays. Les membres des communautés minoritaires peuvent s'organiser politiquement et culturellement. Le 30 décembre 1992 a été constituée à Vraça la première association monténégrine, sous le nom de "Coexistence et harmonie". Récemment, les membres des minorités ont pu reprendre leurs anciens noms et établir des contacts avec leur pays d'origine (ils ont le droit de franchir librement la frontière).

Cependant, ces petits progrès de la politique suivie à l'égard des minorités nationales, après le règne d'un système totalitaire qui n'a pris fin que récemment, ne peuvent pas changer beaucoup à la situation des Serbes et des Monténégrins en Albanie, étant donné les graves conséquences de la politique d'assimilation et de dénationalisation des minorités qui a été menée pendant si longtemps dans le pays. A ce jour, la politique à l'égard des minorités nationales n'a pas beaucoup progressé. Aucune nouvelle règle précise n'a été adoptée à cet égard, et celles qui demeurent en vigueur continuent, dans la réalité, de bafouer les droits des minorités, même si elles le font moins ouvertement qu'auparavant. C'est ainsi, par exemple, qu'en vertu du découpage administratif de 1992, le groupe minoritaire appelé "Goranci" a été réparti sur deux communes dans chacune desquelles on a incorporé un village albanais afin de rompre l'homogénéité ethnique de la région. C'est dans le même but que la région de Vraça (habitée par des Monténégrins) a été rattachée à la région nouvellement constituée de Velika Malesija, dont le centre est Koplik, localité exclusivement peuplée d'Albanais en majorité catholiques.

Dans ces conditions, il est très difficile de parler de protection et de renaissance de l'identité nationale des Serbes et des Monténégrins en Albanie. D'autant plus que quelque 2 000 réfugiés de nationalité serbe et monténégrine venus d'Albanie vivent actuellement dans la République fédérative de Yougoslavie. Pour que survivent nos minorités et que leurs droits fondamentaux soient garantis, il faudra un plus grand effort de la part des autorités tant albanaises que yougoslaves, aidées en cela par l'ensemble de la communauté internationale.
